

Le déblocage après six ans ?

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4645 - Jeudi 6 décembre 2018 - Prix : 10 DA

Kherrata / Béjaïa
**Les voleurs
dans les mosquées
ne séviront plus**

Page 24

Opep-non Opep/Réunions de 3 jours

Zouiouèche fait le point sur les enjeux et les défis

Page 3

Le point de non-retour

Par Mohamed Habili

Le moratoire décidé par le gouvernement français par rapport à la hausse des taxes sur le carburant pour désamorcer la crise actuelle aurait peut-être atteint son but s'il était intervenu dès les premiers signes du mécontentement social. Donc avant même qu'il y ait eu la première manifestation des Gilets jaunes dans Paris, qui elle bien qu'encore dans une bonne mesure bon enfant avait tout de même déjà passé le point de non-retour. On ne fait pas rentrer dans son lit un fleuve en enlevant de ses eaux la goutte qui l'a fait déborder. Or, en l'occurrence, il ne s'agit même pas d'enlever mais seulement de reporter. Ce qui était censé agir comme une concession apaisante a fait au contraire l'effet d'une nouvelle provocation. Déjà les lycéens sont entrés en effervescence, et les syndicats, la CGT en tout cas, annonce des actions en marge du mouvement principal. Preuve, si besoin est, que la convergence des luttes est en train de se faire, à supposer que pour l'essentiel ce ne soit pas déjà chose faite. Il est question en ce moment d'heures décisives, qui apportent soit la décrue, soit l'aggravation. Peut-être même à terme un changement de régime. Tout dépendra à cet égard de ce qu'on appelle l'Acte 4, c'est-à-dire la quatrième montée à Paris des Gilets jaunes, programmée pour samedi prochain, un choc que les forces de l'ordre entendent soutenir en mettant en place un nouveau dispositif.

Suite en page 3

Retard dû à «des choix stratégiques et non à des raisons bureaucratiques»

L'Algérie n'est pas pressée d'intégrer l'OMC



Ph/D. R.

«L'OMC exige la réduction des droits de douane à des taux très bas et la limitation du soutien aux exportations, alors que l'Algérie impose des droits de douane pour protéger son produit national de la concurrence étrangère et soutient les exportations pour permettre au produit national d'accéder aux marchés étrangers. Le retard accusé dans l'accession de l'Algérie à l'OMC est lié aux options stratégiques de l'Etat algérien, notamment en matière d'encouragement des exportations nationales et la protection du produit local», selon le ministre du Commerce.

Lire page 2

Lutte contre le chômage

Pour une économie algérienne productive au service de l'emploi

Page 4

L'évènement attire un public nombreux

Le spectacle de rue «El Herraz» donné à Alger

Page 13

Retard dû à «des choix stratégiques et non à des raisons bureaucratiques»

L'Algérie n'est pas pressée d'intégrer l'OMC

■ «L'OMC exige la réduction des droits de douane à des taux très bas et la limitation du soutien aux exportations, alors que l'Algérie impose des droits de douane pour protéger son produit national de la concurrence étrangère et soutient les exportations pour permettre au produit national d'accéder aux marchés étrangers. Le retard accusé dans l'accession de l'Algérie à l'OMC est lié aux options stratégiques de l'Etat algérien, notamment en matière d'encouragement des exportations nationales et la protection du produit local», selon le ministre du Commerce.

Par Meriem Benchaouia

Après 25 ans de sa demande d'adhésion, l'Algérie ne semble pas pressée pour intégrer l'Organisation mondiale du commerce. Selon le ministre du Commerce, Saïd Djellab, le retard était lié à des choix économiques stratégiques de l'Etat algérien et non pas à des raisons bureaucratiques, citant les mesures de soutien aux exportations nationales et les droits de douane pour la protection du produit national. «L'OMC examine le système économique de tout Etat avant d'accepter son accession et chaque Etat doit observer les règles de l'Organisation durant les négociations, ce qui nécessite beaucoup de temps d'autant plus que la partie algérienne s'apprête à défendre ses intérêts durant ces négociations», a déclaré M. Djellab en réponse aux membres de la Commission des finances et du budget de l'APN, présidée par Toufik Torche en présence du ministre des Relations avec le Parlement, Mahdjoub Bedda, dans le cadre de l'examen du projet de loi de règlement budgétaire 2016. Répondant aux questions des membres de la commission, le ministre a indiqué que «l'OMC exige, à titre d'exemple, la réduction des droits de douane à des taux très bas et la limitation du soutien aux exportations, alors que l'Algérie impose des droits de douane pour protéger son produit national de la concurrence étrangère et soutient les exportations pour permettre au produit national d'accéder aux marchés étrangers». «Le retard accusé dans l'accession de l'Algérie à l'OMC est lié aux options stratégiques de l'Etat algérien, notamment en matière d'encouragement des exportations nationales et la protection du produit local», a précisé M. Djellab, niant, à ce propos, «l'existence de tout problème



PH.D.R.

d'ordre bureaucratique». Le premier responsable du secteur du Commerce a fait état, également, de la stratégie de son secteur qui place le dossier des exportations en tête des priorités nationales, expliquant que «l'objectif est de parvenir au financement de tout ou partie des importations par les exportations nationales et non en puisant des recettes du pétrole». Le ministre s'est dit satisfait des mesures prises en termes de limitation des importations qui ont régressé, selon lui, de 58 milliards USD en 2015 à près de 45 milliards USD en 2018. Actuellement, la priorité est focalisée sur la satisfaction des besoins nationaux tant par la production locale que par l'exportation des produits vers l'étranger, a fait savoir M. Djellab, d'où l'organisation récemment par son secteur de manifestations économiques dans plusieurs pays africains et arabes en vue de promouvoir le produit

national au niveau des marchés étrangers. Concernant le marché local et les produits à large consommation, le ministre a mis en avant que la stratégie du secteur visait la généralisation des marchés de vente en gros, l'éradication des marchés parallèles et l'accélération de création de marchés de proximité permettant de garantir le produit au citoyen et contribuant ainsi à la baisse des prix. S'agissant de la hausse des prix des produits à large consommation, notamment les fruits et légumes, M. Djellab a fait savoir que «l'absence de traçabilité, dont les factures et les documents sur toute la chaîne de vente et d'achat à partir du fellah à l'acheteur en passant par le vendeur de gros et de détail, donne lieu à la spéculation d'où une hausse des prix». «L'absence de facturation au niveau des agriculteurs ne permet pas d'identifier les quantités d'approvisionnement dispo-

nibles au niveau des marchés de vente en gros, ce qui empêche de contrôler les prix», a-t-il ajouté. Pour ce faire, le ministre a affirmé que ses services ont lancé une campagne d'assainissement au niveau des marchés de gros où «ils ont découvert nombre de vendeurs qui ne disposent pas de registre du commerce et s'approvisionnent auprès des agriculteurs pour la revente au niveau de ces marchés», soulignant que de telles procédures «permettront de réguler les marchés et de contribuer au contrôle des prix». Les services de contrôle au niveau du ministère ont lancé également une campagne au niveau des marchés de vente en détail «pour obliger les commerçants à afficher les prix d'achat et de vente de chaque produit, permettant au citoyen de connaître les prix réels de produits et d'exercer une pression sur les commerçants pour ne pas exagérer

en termes de marge bénéficiaire». M. Djellab a estimé en outre que la déclaration du ministère à propos de l'autorisation d'importer à nouveau la banane avait conduit au recul des prix sur le marché (400 DA), affirmant que les prix continueront de reculer dans la limite de 200 DA, avec l'arrivée des premières quantités de ce produit qu'il a considéré comme «organisateur» des prix de fruits qui baisseront grâce au recul du prix de ce fruit. Il a ajouté que toutes ces mesures initiées par le ministère du Commerce, au niveau des marchés de gros ou de détail, ainsi que celles relatives à la garantie de l'abondance du produit sur les marchés nationaux, donneront leur fruit dans les prochains mois et «permettront inévitablement aux prix des fruits et de légumes de revenir à leur niveau normal avant le mois de ramadhan prochain». M. B.

Début à Genève de la table ronde sur le Sahara occidental

Le débloqué après six ans ?

La table ronde pour la relance des négociations entre le Maroc et le Front Polisario, bloquées depuis six ans, a ouvert ses travaux hier à Genève sous la présidence de l'Envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, Horst Kohler. Le 31 octobre dernier, le Conseil de sécurité de l'ONU avait enjoint, dans sa résolution 2440, le Maroc et le Front Polisario de reprendre les négociations «sans préconditions et de bonne foi» en vue de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permette

l'autodétermination du peuple du Sahara occidental, rappelle-t-on. «Cette réunion sera la première du genre en six ans et se déroulera conformément à la résolution 2440 du Conseil de sécurité des Nations unies. Elle constituera un premier pas vers un processus de négociation renouvelé visant à parvenir à une solution juste, durable et mutuellement acceptable, qui fournira pour l'autodétermination du peuple du Sahara occidental», a indiqué mardi soir une note d'information de l'ONU. Les travaux de deux jours se déroulent au palais des Nations

avec la participation de l'Algérie et de la Mauritanie, en tant que pays voisins et observateurs, qui ont été invités par l'Envoyé personnel du SG de l'ONU pour le Sahara occidental. Les Sahraouis sont venus à cette table ronde avec un délégué présidé par Khatri Addouh, et composée du coordinateur sahraoui avec de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso), M'hamed Khaddad, du représentant sahraoui auprès des Nations unies, Sidi Mohamed Omar, ainsi que la secrétaire générale de

l'Union nationale des femmes sahraouies, Fatima Elmehdi et le conseiller auprès du Secrétariat national du Front Polisario, Mohamed Ali Zerouali. La délégation marocaine est conduite par le ministre des Affaires étrangères, Nasser Bourita, qui est accompagné du directeur général des études et de la documentation (DGDE - service de renseignement), Mohamed Yassine Mansouri. Du côté algérien, la délégation est conduite par le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, accompagné du représentant permanent

de l'Algérie auprès des Nations unies (New York), Sabri Boukadoum. Les Mauritaniens sont représentés par le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, Ismail Ould Cheikh Ahmed, et des cadres de son ministère. Auparavant, Horst Kohler s'est entretenu séparément avec les différents chefs de délégation, dont le ministre des Affaires étrangères Abdelkader Messahel. Hier, une conférence de presse devait être animée par Horst Kohler à la fin des travaux, a-t-on annoncé.

R. N./APS

Opep-non Opep/Réunions de 3 jours

Zouiouèche fait le point sur les enjeux et les défis

■ Selon Nazim Zouiouèche, expert dans les questions énergétiques et ex-P-dg de Sonatrach, «un redressement des cours pétroliers passe par une réduction conséquente de la production des pays de l'Opep et de ses partenaires non Opep».

Par Thinhinene Khouchi

S'exprimant à l'occasion des réunions de l'Opep qui ont débuté hier et se tiendront jusqu'au 7 décembre à Vienne, il a indiqué que la réduction, estimée aujourd'hui à un million de barils par jour, doit être plus conséquente avec une baisse de 1,5 million de barils/jour pour pouvoir compenser d'éventuelles augmentations venant d'autres pays. Afin de comprendre les enjeux et défis des réunions de l'Opep avec ses partenaires, Zouiouèche fait le point sur le contexte actuel marqué par une augmentation de l'offre pétrolière de certains pays producteurs et un ralentissement de l'économie mondiale. «A l'approche du mois de novembre 2018, mois fixé pour la reprise des sanctions contre l'Iran, certains producteurs avaient cru bon d'augmenter leur production pour être prêts à compenser la diminution des exportations pétrolières iraniennes sur le marché. Or, les Etats-Unis ont décidé, au dernier moment, d'un moratoire laissant la possibilité à huit pays, dont la Chine et l'Inde, de continuer à importer du pétrole iranien pour une période de six mois, sans crainte de représailles de la part des Etats-Unis», rappelle-t-il. Par ailleurs, poursuit-il, l'économie mondiale subissait un ralentissement dû en grande partie aux nouvelles taxes imposées par les Etats-Unis aux importations à partir de la Chine et de l'Union européenne principalement. Ainsi, le ralentissement de la demande et

l'abondance de pétrole sur le marché ont grandement contribué à la chute brutale des prix, en portant atteinte à l'équilibre offre-demande. Zouiouèche rappelle, à ce titre, qu'après avoir atteint un niveau de 86 dollars en octobre dernier, le Brent s'est écroulé en novembre pour s'établir à un niveau inférieur à 60 dollars alors que le baril de WTI américain s'établissait autour de 50 dollars. Selon cet expert, il est ainsi clair que la principale manière de stopper, d'abord, cette décroissance des prix et d'aider, ensuite, à une remontée des prix «passe par une réduction de la production des pays de l'Opep et de ses partenaires».

Les Etats-Unis tentent de faire pression sur l'Arabie saoudite !

«Si l'Opep et ses partenaires n'arrivent pas à s'entendre clairement sur une réduction de production, il est certain que le prix du baril, aussi bien le Brent que le WTI, pourrait encore chuter. D'autant plus que les Etats-Unis militent ouvertement pour un prix de pétrole bas», avise-t-il. «On se rend compte que les Etats-Unis tentent de faire pression sur l'Arabie saoudite pour l'amener à ne pas consentir à une réduction de la production de l'Opep. Comme l'Arabie saoudite est, de loin, le principal producteur de l'Opep, on s'imaginerait bien que si les pressions américaines aboutissent, nous risquerions à coup sûr de connaître un nouvel épisode de baisse», avance Zouiouèche. Interrogé sur les perspectives du marché pétrolier



P.D. R.

à moyen terme, Zouiouèche pense que si l'Opep et ses partenaires n'annonceront aucune réduction de la production demain à Vienne, ou annonceront une réduction «cosmétique», le prix du baril connaîtra une baisse plus marquée dans l'avenir immédiat, et ce, surtout si le ralentissement de la croissance mondiale se précise. Cependant, soutient-il, si les pays de l'Opep et les partenaires producteurs observent une stricte discipline en matière d'extraction et si, comme cela semble s'annoncer, la «guerre» des taxes sur les exports prenait fin, «on pourrait constater, dès la seconde moitié de 2019, une reprise sensible du prix du pétrole». Dans un avenir plus lointain et comme conséquence de la réduction des investissements

mondiaux dans l'exploration et la production des hydrocarbures depuis 2014, le prix du baril pourrait connaître une hausse «sensible», similaire à celles de la décennie précédente, prédit cet expert. «On constate déjà que l'on compense de moins en moins la production par de nouvelles réserves». Dans ce sens, Zouiouèche ne manque pas de souligner l'impératif pour l'Algérie de changer de cap et de s'orienter vers une politique économique moins dépendante des hydrocarbures, lui permettant de se libérer des fluctuations des prix du pétrole. «En ce qui concerne notre pays, ces fluctuations des prix nous incitent de plus en plus à développer une économie solide hors hydrocarbures et à investir dans les énergies renouvelables abondantes et infinies dans notre pays», fait-il valoir. Ceci permettra de produire de l'électricité non seulement pour les besoins internes du pays mais aussi pour l'export, tout en dégagant de grosses quantités de gaz (moins nocif que les autres hydrocarbures) qui est appelé, selon lui, à être de plus en plus apprécié surtout comme vecteur de transition vers les énergies renouvelables.

T. K./APS

Guitouni s'entretient à Vienne avec ses homologues émirati et vénézuélien

LE MINISTRE de l'Energie, Mustapha Guitouni, s'est entretenu hier à Vienne avec le ministre de l'Energie émirati et président de la conférence de l'Opep, Suhail Al-Mazrouei, ainsi qu'avec son homologue vénézuélien, Manuel Salvador Quevedo Fernandez. Lors de leurs entretiens, ils ont abordé l'évolution des marchés pétroliers et les perspectives pour 2019, a indiqué le ministère de l'Energie dans un communiqué. Ces rencontres se sont tenues en marge de la 12^e réunion du Comité ministériel conjoint de Monitoring Opep et non Opep (JMMC) qui se tient dans la capitale autrichienne. Guitouni participera également à la 175^e Conférence ministérielle des pays membres de l'Opep qui se tiendra le 6 décembre.

T. K.

M. H.

Journée de vulgarisation

L'énergie solaire en milieu rural au cœur du débat

L'utilisation de l'énergie solaire en milieu rural est le thème d'une journée de vulgarisation et d'application prévue le 8 décembre à Ouargla, à l'initiative du Commissariat au développement de l'agriculture en régions sahariennes (CDARS). Cette journée vise à promouvoir l'énergie solaire et à améliorer les conditions de vie quotidienne des populations vivant en zones rurales et enclavées, en assurant leurs besoins en électricité, notamment en ce qui concerne

l'éclairage, le chauffage, la climatisation, la réfrigération, le pompage de l'eau destinée à la consommation domestique, l'irrigation agricole et l'abreuvement du bétail, a précisé à l'APS le Commissaire Slimane Hannachi. Elle se veut aussi une contribution au plan national portant sur le développement rural à travers la sensibilisation de l'ensemble des acteurs concernés sur les avantages procurés par l'utilisation de l'énergie solaire, a-t-il ajouté. Cette rencontre est orga-

nisée en coordination avec la Chambre inter-wilayas de la pêche et de l'aquaculture et le concours de divers partenaires, dont les communes, les directions des services agricoles, de l'environnement et des énergies renouvelables, de la pêche et des ressources halieutiques, la Chambre d'agriculture, la Conservation des forêts et l'Université de Ouargla. Cette journée, qu'abritera une exploitation agricole expérimentale priorisée située au niveau de la com-

mune de Hassi Benabdallah (nord-est de Ouargla), dont l'encadrement technique sera assuré par une entreprise nationale spécialisée dans le domaine, offrira une opportunité de formation pratique sur les techniques d'installation de kits solaires, selon M. Hannachi. L'encouragement de l'aquaculture intégrée à l'agriculture, qui permet d'enrichir le milieu agricole sous forme d'engrais, intensifier la production de poissons d'eau douce et diversifier les

revenus des agriculteurs, sont parmi les objectifs de cette journée, a-t-il ajouté. Le Cdars est un établissement public à caractère administratif, créé par décret N-86-222 du 2 septembre 1986 ayant pour champ d'intervention 9 wilayas sahariennes (Ouargla, Adrar, Biskra, Ghardaïa, El-Oued, Illizi, Tindouf, Béchar et Tamanrasset) ainsi que 17 communes relevant de six wilayas steppeiques (Djelfa, Khenchela, Laghouat, Tébessa, Naâma et El-Bayadh).

L. M.

LA QUESTION DU JOUR

Le point de non-retour

Suite de la page une

Ni le moratoire ni les appels du gouvernement à ne pas manifester samedi prochain n'ont atteint, ni n'atteindront selon toute apparence leur objectif, puisque le mot d'ordre de manifestation est maintenu. Quoi qu'il adienne ce samedi, que les violences soient ou non au rendez-vous, qu'il y en ait en définitive moins ou plus que le samedi précédent, de toute façon le quinquennat d'Emmanuel Macron est grandement compromis, pour ne pas dire terminé. Non pas nécessairement dans ce cas en termes de durée, mais sûrement en termes de programme. Ce mandat avait pour principal objet de réformer dans un sens libéral une société réputée pour être non réformable, réfractaire. Et il faut reconnaître que beaucoup a déjà été fait dans cette optique. A titre d'exemple, le gros morceau de la réforme du code du travail, que les mobilisations, où la violence n'a pas toujours été absente, n'ont pas réussi à stopper. Au point d'ailleurs que l'on s'est demandé alors s'il y avait encore une opposition en France. On s'aperçoit maintenant que cette opposition existait bel et bien, sauf qu'elle cherchait sa voie, celles qui s'offraient à elles n'étant pas praticables. La grande différence entre la révolte d'aujourd'hui et Mai 68, auquel on le compare déjà, c'est que celle d'aujourd'hui survient dans le contexte d'une crise de représentativité. En Mai 68, les syndicats étaient encore puissants. Aujourd'hui, les organisations politiques et syndicales qui sympathisent le plus avec le mouvement des Gilets jaunes, et qui probablement ne demanderaient pas mieux que d'y entrer de plain-pied, se gardent de chercher à l'encadrer. Leur attitude à son égard est elle aussi une nouveauté, un signe des temps. Les Gilets jaunes n'ont pas eu besoin d'elles pour se mettre en mouvement. Les réseaux sociaux sur Internet y ont suffi. A ne le considérer que sous l'angle de son programme, le mandat de Macron est probablement terminé, alors même qu'il n'a pas encore bouclé sa deuxième année. Qu'il s'abrange aussi du point de vue temporel, c'est là toute la question.

M. H.

Lutte contre le chômage

Pour une économie algérienne productive au service de l'emploi

■ L'Etat œuvre contre le chômage en tant que fléau social. Les mécanismes préconisés vont de la formule de portée strictement sociale, jusqu'aux emplois purement économiques, en passant, bien sûr, par les formules de transition. Tout cela sert le social et l'économie à la fois, en attendant que l'entreprise joue pleinement son rôle de créateur d'emplois.

Par Filali H. Imène

Le chômage focalise toutes les attentions, car il se situe à la jonction du social, de l'économique et du politique. Lorsqu'une politique économique est préconisée et qu'elle arrive à réaliser des résultats, les citoyens pour qui on œuvre ne peuvent en bénéficier que d'une seule façon : par la création d'emplois. L'emploi est de fait l'un des moyens les plus efficaces pour une bonne répartition des



richesses. Le chômage, après la sécurité alimentaire et devant le logement, constitue le plus grand défi pour la plupart des Etats, car il est, par excellence et selon son niveau de gravité, le symptôme indéniable d'une incapacité chronique de l'économie à répondre aux attentes sociales des individus et des groupes en leur fournissant le moyen de parvenir à la décence, ou à tout le moins, à l'insertion sociale : autrement dit au travail. Il est évidemment admis qu'il existe au sein de toute économie, de toute société, un taux de chômage irréductible quel que soit le niveau de prospérité atteint, ne serait-ce que

parce qu'il n'existe pas d'économie performante qui soit une économie du travail pour tous, cela bien qu'on veuille volontiers inverser la valeur en disant : tous au travail... !

L'essentiel du propos, en fait, est de pouvoir faire la part entre ce qui incombe à l'Etat en matière de chômage et de création d'emplois, et ce qui est l'affaire

de l'économie et des activités humaines. En actionnant des leviers financiers, économiques, sociaux et législatifs pour endiguer le phénomène du chômage, l'Etat a répondu, durant plus d'une décennie, à une situation exceptionnelle par des mesures exceptionnellement denses. Des mesures et des mécanismes dont la complémentarité et la diversité,

justement, placent l'Etat autant dans son rôle de gardien des équilibres sociaux, que dans celui de premier promoteur de l'économie. S'il est vrai que la croissance hors hydrocarbures permet de réaliser des performances intéressantes en matière de création d'emplois, il n'en est pas moins vrai que ce niveau de croissance doit beaucoup à la dynamique impulsée à travers les nombreux programmes de relance économique, de soutien à la croissance et de développement. Il faut comprendre par là qu'à une croissance économique soutenue correspond forcément une part de traitement social de l'emploi, même si par ailleurs, les emplois économiques représentent la part la plus importante, avec un secteur privé, devenu par la force des choses un grand employeur national. Il faut donner à mesurer le grand niveau d'implication de l'Etat dans la vie économique à travers ses rôles de régulateur, d'investisseur, d'employeur, de gestionnaire, face à l'enjeu, qui est aussi une ambition et la finalité tant recherchée, qui consiste à donner à l'Algérie une économie vivifiée, diversifiée, qui produise des biens et de la valeur sans exclure ses enfants, autrement dit en leur fournissant des emplois.

F. H. I.

Développement local

La formation des élus est «essentielle»

La formation des élus et des cadres de l'administration est «essentielle» pour le

développement et la gestion des collectivités locales, a souligné, hier, le directeur de la formation au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Nourredine Benaïdja. «La formation des élus et des cadres de l'administration est essentielle pour la mise en œuvre du développement local et une meilleure gestion des collectivités locales», a indiqué M. Benaïdja sur les ondes de la Radio nationale. Rappelant que la formation est inscrite dans la stratégie du ministère de l'Intérieur, il a précisé que les acteurs concernés «bénéficient de divers types de formations, à travers des programmes adaptés, dont l'objectif est d'assurer une meilleure prise en charge des questions relatives à la gestion et du développement au niveau local». Avec ces formations, il s'agit, notamment, d'«introduire de nouvelles méthodes de gestion et d'améliorer ce qui existe actuellement afin de hisser les collectivités locales à un niveau satisfaisant»,

a-t-il ajouté. Le responsable a évoqué, dans le même cadre, le projet du code des collectivités territoriales, en cours d'élaboration, à même de «permettre aux gestionnaires locaux de bien comprendre leur rôle et de mieux maîtriser leur action». Relevant l'importance allouée par l'Etat à ce volet, M. Benaïdja a rappelé la dernière rencontre ayant réuni le gouvernement et les walis, et la rencontre sur les zones frontalières, durant lesquelles «l'accent avait été mis sur l'importance de la formation». M. Benaïdja a précisé, par la même occasion, que le ministère de l'Intérieur avait mis une place un plan de formation quadriennal lancé en 2015, et dont le premier bilan sera fait en 2019, tandis que le second plan débutera l'année prochaine, rappelant les différentes formations organisées auparavant. L'objectif consiste en premier lieu à assurer un service public de qualité au citoyen, et de consacrer la démocratie participative, a ajouté le responsable.

Hani Y.

Transport aérien

Air Algérie et Tassili Airlines renforcent leurs dessertes du Sud

Les compagnies aériennes nationales Air Algérie et Tassili Airlines ont lancé plusieurs opérations de renforcement de leurs dessertes du sud du pays, à travers la programmation de nouveaux vols et l'augmentation des capacités et des fréquences des vols déjà en service, a indiqué hier le ministère des Travaux publics et des Transports dans un communiqué. Ainsi, la compagnie Air Algérie a procédé, dès novembre dernier, à la modification de ses vols par des capacités supérieures en injectant 3 051 places supplémentaires afin de répondre notamment à la demande conjoncturelle de fin d'année à destination de Tamanrasset, Djanet, Adrar, Timimoun et Ghardaïa, précise la même source. En outre, elle procédera, à partir du 19 décembre en cours, au lancement d'un nouveau vol entre Alger et In Guezzam avec une escale à Tamanrasset. De son côté, Tassili Airlines, qui opère actuellement avec 26 vols par semaine à destination des villes du Sud, a lancé

plusieurs actions visant le désenclavement de ces localités. Il s'agit de l'augmentation de la fréquence sur Adrar en doublant la capacité offerte avec la modification du jour d'exploitation (chaque mercredi), offrant ainsi aux citoyens un choix supplémentaire. Aussi, le vol Alger-Illizi-Djanet-Illizi-Alger a été reprogrammé en deux vols indépendants : Alger-Djanet et Alger-Illizi. Quant à Béchar, la fréquence des vols sur cette ville du sud-ouest a été augmentée en doublant la capacité offerte avec modification du jour d'exploitation (chaque vendredi). Tassili Airlines a également procédé à la vente des capacités résiduelles

émanant des vols charters. Par ailleurs, cette filiale du groupe Sonatrach lancera un nouveau vol entre Oran et Béchar à partir du 7 décembre en cours et envisage de lancer des vols charter Omra à partir d'El Bayadh et d'El Oued pour éviter aux citoyens de ces localités le déplacement vers le nord du pays. Ces actions s'inscrivent «dans le cadre de la politique du gouvernement, basée sur le programme du président de la République visant le désenclavement des régions du Sud et du Grand Sud du pays, en tenant compte de la demande exprimée par les citoyens de ces régions», explique le communiqué.

K. L.

Plénière consacrée aux questions orales

APN : reprise aujourd'hui des travaux

L'Assemblée populaire nationale reprendra, aujourd'hui, ses travaux en séance plénière consacrée aux questions orales, adressées au Premier ministre et à plusieurs membres du gouvernement. Les questions orales sont adressées au Premier ministre, au

ministre de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du territoire, à la ministre de l'Education nationale et au ministre de la Jeunesse et des Sports, précise hier un communiqué de l'APN. Les questions concerneront également le ministre des

Travaux publics et des Transports, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière et la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, conclut le communiqué.

R. N.

Pour favoriser l'essor de l'économie

Appel à assurer des voies de communication

■ Le ministre des Travaux Publics et des Transports, Abdelghani Zaalane, a affirmé à Khenchela la nécessité d'«assurer des voies de communication que sont les routes et ouvrages d'art pour favoriser l'essor de l'économie».

Par Amel B.

P.H.D.R.

Le ministre a inspecté le projet à 40% achevé d'un ouvrage d'art mobilisant 320 millions DA devant relier les deux localités El Meita et Siar dans la commune de Chechar destiné, a-t-il souligné, à «faciliter les déplacements des citoyens, agriculteurs et petits investisseurs et soutenir, par voie de conséquence, l'économie locale».

«Il faut achever l'exécution du programme de routes et ouvrages d'art retenu pour la wilaya», a relevé le ministre, signalant que 70 ouvrages d'art ont été réalisés à Khenchela depuis 1999.

«Les perspectives de raccordement de Khenchela à la route des Hauts-Plateaux et à l'autoroute Est-Ouest laissent entrevoir une grande dynamique pour cette wilaya susceptible de devenir un pôle



important», a ajouté M. Zaalane, considérant que d'ici-là il faut renforcer le réseau routier desservant l'intérieur de la wilaya et la raccordant aux wilayas voisines.

A Feridjou et Tadjmout, dans la commune de Chechar, M. Zaalane a lancé les travaux de reconstruction de deux ouvrages d'art en état avancé de dégradation sur la RN-83 pour une enveloppe financière de 60 millions DA.

Il a en outre inspecté les travaux d'entretien d'un tronçon de 12 km de la RN-83 entre Khenchela et Tébessa pour 206 millions DA ainsi que l'opération de doublement de 7 km de la route Khenchela/El Mehmel.

Le ministre devra visiter à N'sigha et Ain Touila le raccordement de deux ouvrages d'art sur la RN-88 et les travaux d'entretien de la même RN entre Belkitane et Ain Touila.

A. B./APS

Changes

La livre britannique et l'euro se stabilisent face au dollar

La livre britannique se stabilisait face au dollar hier, au lendemain d'une séance mouvementée, tout comme l'euro. Hier matin, l'euro valait ainsi 1,1339 dollar contre 1,1343 dollar mardi soir. La livre sterling s'échangeait pour 1,2725 dollar contre 1,2719 dollar mardi soir, se stabilisant au lendemain d'une séance en montagnes russes. Mardi, la devise a d'abord grimpé après un avis rendu par l'avocat général de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), qui a estimé que le Royaume-Uni avait le droit de révoquer unilatéralement son initiative de retrait de l'UE. Mais plus tard dans la journée, la livre a effacé tous ses gains et est tombée à un plus bas depuis plus de 17 mois face au dollar, pénalisée par un vote au Parlement. A moins d'une semaine du vote sur l'accord négocié avec Bruxelles, les députés ont décidé que le gouvernement avait commis un «outrage au Parlement» en refusant de publier la totalité d'un avis juridique émis sur le traité de retrait de l'Union européenne. «L'implication du Parlement britannique va probablement rendre les négociations avec l'UE encore plus difficiles», ont esti-

mé les analystes, jugeant que cela rendait plus probable l'hypothèse d'un «Brexite désordonné». De son côté, l'euro se stabilisait également face au dollar. Mardi, il avait commencé la journée en hausse avant de la finir en baisse. Pour la première fois depuis la clôture du G20, Donald Trump s'est montré plus circonspect mardi sur les chances de succès des négociations commerciales avec la Chine, poussant les investisseurs à se reporter sur le dollar, actif jugé plus sûr en période d'incertitudes. De plus, le président de la Banque centrale américaine (Fed) a déclaré (mardi) que «l'économie des Etats-Unis était solide et qu'il continuait de prévoir d'autres hausses graduelles des taux d'intérêt», ont expliqué les analystes. La Fed est engagée dans un cycle de resserrement monétaire, qui se traduit par une appréciation du dollar, mais des doutes sont récemment survenus sur la poursuite de cette politique monétaire en 2019. Hier, le billet vert valait 113,00 yens, contre 112,77 yens mardi soir. L'euro progressait face au yen à 128,14 yens contre 127,92 yens mardi soir. Le franc suisse était stable face à l'euro, à 1,1321 franc suisse pour

un euro mercredi, contre 1,1315 mardi, et baissait légèrement par rapport au billet vert, à 0,9983 franc suisse pour un dollar contre 0,9974 mardi. La monnaie chinoise baissait à 6,8608 yuans pour un dollar, contre 6,8360 vers 15h30 GMT mardi. L'once d'or valait 1 235,58 dollars, contre 1 238,45 dollars mardi soir.

L'UE va entamer des discussions pour accroître les échanges en euros

La Commission européenne a affirmé hier qu'elle allait entamer des discussions avec de grands acteurs économiques, notamment dans le secteur de l'énergie, pour tenter de réduire la domination du dollar dans les échanges internationaux et renforcer le rôle de l'euro. «Le temps est venu pour que l'euro accroisse son rôle dans le monde», a affirmé le vice-président de la Commission européenne, Valdis Dombrovskis, lors d'une conférence de presse à Bruxelles. La monnaie unique «devrait refléter le poids politique, économique et financier de la zone euro», com-

posée actuellement de 19 pays de l'UE, a ajouté le commissaire letton, père de l'introduction de l'euro dans son pays. L'exécutif européen compte entamer des consultations avec les acteurs du marché en particulier au sujet des importations de pétrole, gaz et d'autres matières premières comme les métaux, les minéraux et les produits agricoles. De même dans l'aérien, où les avions sont vendus systématiquement en dollars même s'ils sont construits par l'européen Airbus, Bruxelles souhaite «lancer une consultation pour voir quelles actions sont possibles pour promouvoir le rôle de l'euro». La Commission reconnaît toutefois que «la décision de l'utilisation d'une devise plutôt qu'une autre est du ressort des acteurs du marché». «Dans la situation actuelle, le renforcement du rôle de l'euro dans le monde n'est rien de plus qu'un vœu pieux», a asséné de son côté l'eurodéputé Verts allemand Sven Giegold. «C'est certes un bon projet de vouloir un euro fort, mais en raison du blocage des réformes dans la zone euro, il apparaît encore très éloigné de la réalité», a-t-il ajouté devant la presse. M. Y./Agences

Pétrole

Les cours terminent en hausse

Les cours du pétrole, après l'avoir beaucoup grimpé en début de séance, ont fini en hausse mardi alors qu'émergeaient des interrogations sur l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses partenaires, ainsi que sur la trêve commerciale entre Pékin et Washington. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février s'est apprécié de 39 cents pour terminer à 62,08 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres. Le WTI, le baril de référence à New York (Nymex), pour livraison en janvier, a gagné 30 cents pour clôturer à 53,25

dollars. Alors que le pétrole s'affichait en nette hausse en début de journée, les cours ont effacé une partie de leurs gains après des propos du ministre saoudien de l'Énergie, Khaled al-Faleh. Celui-ci a tempéré les attentes du marché en jugeant qu'il était «prématuré» d'affirmer que le cartel s'accordera sur une baisse de la production à l'issue de la réunion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et de ses partenaires, jeudi et vendredi. Parmi les premiers arrivés dans la capitale autrichienne, le ministre algérien de l'Énergie, Mustapha Guitouni,

s'est montré prudent mardi. «Il y aura une rencontre avec les 25 pays et nous verrons», a-t-il espéré. Lors du G20 ce week-end, le président russe, Vladimir Poutine, et le prince héritier saoudien, Mohammed ben Salmane (MBS), avaient pourtant annoncé qu'ils renouvelleraient l'accord de limitation de la production en 2019, alors que les prix du pétrole ont perdu plus de 22% en novembre, la pire baisse mensuelle depuis 2008. L'autre élément qui avait contribué au rebond des cours au début de la semaine, la trêve commerciale conclue ce week-end en marge

du G20 par les Etats-Unis et la Chine, a aussi fait l'objet de doutes mardi. Donald Trump a notamment évoqué la possibilité de prolonger la trêve de 90 jours – jusqu'au 1^{er} mars – qu'il a accordée aux Chinois samedi avant de faire passer de 10 à 25% les taxes douanières sur 200 milliards de dollars de produits chinois importés. Une escalade des tensions pourrait avoir des conséquences négatives sur la croissance mondiale, et donc sur la demande d'or noir. Le regain d'interrogations sur la possibilité d'un réel accord entre les deux pays, associé aux inquiétudes

quant au niveau des taux d'intérêt de la dette américaine, a en tout cas provoqué des remous à Wall Street mardi, où les indices boursiers ont beaucoup baissé. «Le sentiment d'aversion au risque s'est étendu au marché du pétrole», a estimé Robert Yawger, de Mizuho. La publication du rapport hebdomadaire sur les réserves de pétrole aux Etats-Unis a par ailleurs été repoussée d'un jour cette semaine, en raison de la journée nationale de deuil décrétée en hommage à l'ancien président américain George H.W. Bush. Elle aura lieu aujourd'hui. R. A.

Sidi Bel-Abbès

Mise en service du projet de transfert des eaux à 9 communes

■ Le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, a présidé, à Sidi Bel-Abbès, la mise en service du projet de transfert de l'eau potable à partir de Chott Gharbi au profit de neuf communes du sud-ouest de la wilaya.

Par Zineddine L.

Lors de sa visite d'inspection dans la wilaya, le ministre a souligné que ce projet structurant, inscrit dans le cadre du développement du réseau national hydrique, est l'un des plus importants décidés par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, dans son programme pour renforcer l'alimentation en eau potable. Ce projet a donné ses fruits dans trois wilayas, en l'occurrence le sud de Tlemcen (5 communes), Naâma (4 communes) et le sud-ouest de Sidi Bel-Abbès (9 communes) qui sont alimentées en eau potable en H/24, a-t-il indiqué. Hocine Necib a situé l'importance stratégique de ce mégaprojet doté d'une enveloppe de plus de 43 milliards DA, notamment dans le développement de l'agriculture avec la création de plus de 6 000 hectares de terres irriguées dont 1 500 ha à Sidi Bel-Abbès et de stations d'abreuvement du bétail. Animant une conférence de presse au siège de la wilaya, le ministre a évalué la situation du secteur des ressources en eau dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès la qualifiant de «positive», affirmant que dans cette wilaya, pauvre en ressources hydriques, une amélioration constante est relevée grâce aux efforts déployés à travers des projets

pour renforcer le raccordement au réseau d'AEP. Le développement de ce domaine se poursuit à travers des programmes futurs pour faire parvenir l'eau à toutes les régions urbaines et rurales de la wilaya, a-t-il assuré. En plus des 37 communes de la wilaya de Sidi Bel-Abbès raccordées au réseau d'eau, 11 autres communes seront alimentées avant la fin de l'année et 10 autres avant fin mars 2019, a annoncé le ministre. Il a assuré que toutes les collectivités seront raccordées au réseau d'eau potable et que le ratio de distribution actuellement à 22% atteindra 35% en H24 en fin mars 2019 au niveau de la wilaya. A une question au sujet de la valorisation des eaux usées à des fins d'irrigation et d'industrie, le ministre a annoncé l'élaboration d'une étude en collaboration avec les secteurs de l'agriculture et de l'industrie pour valoriser ces eaux et les utiliser en irrigation, indiquant qu'une convention a été signée entre l'Office d'assainissement et Asmdal pour l'exploitation des déchets des eaux usées en compost pour le sol. S'agissant de la protection des villes contre les inondations, il a souligné que l'alimentation des régions menacées de crues seront dotées de plans de prévention qui s'appuient sur des images du satellite. «Il existe, a-t-il dit, une stratégie fiable pour faire face aux

risques d'inondations, surtout en milieu urbain, impliquant différents secteurs concernés qui veillent au curage des oueds, au drainage, à l'empêchement des constructions sur les rives des oueds, la maintenance et l'extension des réseaux d'assainissement». Au sujet d'évaluation des stations de dessalement de l'eau de mer au niveau national, Hocine Necib a indiqué que cette opération stratégique décidée par le président de la République début 2000 accordant des investissements de plus de 50 milliards de dollars, vise à relever le défi d'alimentation en eau potable à travers la diversification des sources d'eau, signalant qu'un taux de 17% d'eau potable est fourni par les stations de dessalement de l'eau de mer. Le ministre a également noté la réalisation de 11 grandes stations de dessalement de l'eau non pas seulement au niveau des villes côtières mais aussi dans les wilayas intérieures, à l'instar de Sidi Bel-Abbès et de Mascara, annonçant un programme de réalisation de 4 stations de dessalement de l'eau de mer d'une capacité de 300 000 m³/jour à l'ouest d'Alger, El Tarf, Béjaïa et Skikda. Hocine Necib a suivi, lors de sa visite, un exposé sur la situation du secteur des ressources en eau dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès et inspecté un chantier d'assainissement et



d'épuration à l'embouchure de oued Mekerra au niveau du site «Bosquet», dans la zone semi-urbaine à l'est. Il a suivi un exposé sur le projet d'épuration et de désenvasement de oued Mekerra au centre-ville de Sidi Bel-Abbès. Dans la commune de Rdjem Demmouche (daïra de Ras El Ma), le ministre a suivi un autre exposé sur le programme d'urgence 2018 d'alimentation en eau potable et inspecté dans la commune de Merrine les travaux de transfert des eaux de Chott El Chergui en direction de 5 com-

munes des daïras de Telagh et de Merrine. A cette occasion, il a insisté sur l'achèvement des travaux avant mars 2019. En outre, Hocine Necib s'est enquis, dans la daïra d'Aïn El Berd, des travaux de réalisation d'une station de traitement des eaux usées à partir du barrage de Sarno et a suivi un exposé sur le projet de renforcement de l'AEP dans les communes d'Aïn El Berd et Mustapha Benbrahim et au nord-est de la wilaya à partir du barrage de Chorfa. Z. L./APS

Pénétrante Béjaïa-Ahnif

Les travaux patinent à hauteur du tunnel de Sidi-Aich

Les travaux de la pénétrante, devant relier Béjaïa à Ahnif (Bouïra), sur une distance de 100 km, avancent «timidement» en raison des difficultés techniques, en rapport avec la nature géologique du sol et son instabilité, ont expliqué au wali les responsables du chantier. Les travaux de la pénétrante avancent «timidement» en raison des difficultés techniques qui les bloquent, notamment à hauteur du tunnel de Sidi-Aich en réalisation, à 55 km à l'ouest de Béjaïa, où le creusement de l'ouvrage se fait à une cadence «plus que modeste», soit moins de un mètre par jour, ont relevé les responsables du chantier. «A ce rythme, il va falloir attendre près de deux ans encore pour en sortir», s'est offusqué le wali de Béjaïa, Ahmed Maabed, en visite sur le site, exhortant les entreprises, à l'œuvre sur le chantier, un groupement algéro-chinois, à redoubler d'efforts et à renforcer le chantier, avec un surcroît de personnels et d'engins pour, au moins, honorer une promesse antérieure faite en octobre dernier et qui portait sur l'éventualité de réaliser un creusement au moins de 1,5 mètre par jour.

Visiblement, les difficultés techniques, en rapport avec la nature géologique du sol et son instabilité, ont compliqué la tâche et donc la progression de l'ouvrage. «En deux mois, il n'a pu y être été perforé qu'un tronçon de 44 mètres», a confessé, un technicien sur place, soulignant que «les travaux se font de façon manuelle, souvent avec une simple pioche, mais qui en revanche, malgré la lenteur, impriment une sérieuse garantie sécuritaire à l'ouvrage». Long de

1,1 km, dans une forme bitube, le tunnel conditionne en grande partie la livraison de tout le projet qui, par ailleurs, connaît des fortunes plus heureuses. Une section de 50 km est déjà fonctionnelle, entre Ahnif (Bouïra) et Akhnak (Seddouk) à l'ouest et une autre partie, plus à l'est, est en voie de livraison, entre Timezrit et Amizour, sur 10 km. Les prévisions tablent sur l'échéance d'avril prochain, pour peu que la cadence de réalisation soit augmentée, assure-t-on,

subordonnant cette perspective surtout aux moyens de l'entreprise algérienne Sapta, spécialisée dans les ponts et les ouvrages d'art, interpellée pour renforcer ses équipements de fabrication de poutres. Le wali a tenu à souligner, à ce propos, que toutes les contraintes majeures ayant influé négativement sur l'avancée du projet, notamment les considérations financières, les oppositions des riverains, l'approvisionnement des chantiers en agrégats «ont toutes été levées. Si

bien que désormais rien ne s'oppose, à sa conduite en bonne cadence». Le projet, lancé en avril 2013 dans le but d'assurer la jonction des communications avec l'autoroute Est-Ouest, est le plus important de sa catégorie à travers le pays. En plus de son long parcours, 100 km en 2x3 voies, il se compose de 61 ouvrages, 16 viaducs, 1 tunnel et 6 échangeurs, ainsi que trois aires de stationnement et de repos.

Anissa H.

Aïn Defla

La production maraîchère quadruplée en l'espace de 18 ans

La production maraîchère de la wilaya de Aïn Defla a presque quadruplé en l'espace de 18 ans, atteignant 157 000 qx à l'heure actuelle, a-t-on appris mardi d'un responsable de la Direction locale des services agricoles (DSA). «La production maraîchère de la wilaya de Aïn Defla a presque quadruplé en l'espace de 18 ans, passant de 42 985 qx en 2000 à 157 000 qx à l'heure actuelle, soit une évolution de 362%», a indiqué le chargé des statistiques à la même direction, Amar Sâadi. Le résultat obtenu est le fruit de la mobilisation des eaux souterraines et superficielles, a signalé M. Sâadi, soutenant que ce facteur a permis la diversification des cultures. Une

production maraîchère de l'ordre de 170 000 qx est attendue pour la campagne agricole 2018-2019, a soutenu le même responsable, faisant remarquer que le maraîchage se caractérise surtout par son cycle végétatif court lequel permet de produire 2 à 3 cultures par an. La tendance à la hausse concerne également la superficie consacrée aux cultures maraîchères puisque de 42 000 ha en 2000, cette dernière a atteint 34 000 ha durant l'actuelle campagne agricole, a-t-on noté, faisant remarquer que cette superficie englobe la culture de la pomme de terre. S'attardant sur la pomme de terre, il a fait savoir que la superficie qui lui a été consac-

crée cette année oscille entre 12 000 et 14 000 ha, rappelant que la wilaya occupe la seconde place à l'échelle nationale s'agissant de la production se rapportant à ce féculent. Tout en relevant que le maraîchage occupe une place «prépondérante» dans l'agriculture moderne, il a prédit l'essor de cette filière à Aïn Defla compte tenu de la fertilité du sol et de la disponibilité de la ressource hydrique. «En sus de l'auto-consommation qu'il permet, le maraîchage joue assurément un rôle déterminant dans l'équilibre économique de l'exploitation familiale à Aïn Defla, une région du pays à majorité rurale», a-t-il observé. R. R.

Energie solaire

La première centrale solaire flottante d'Afrique sera réalisée en Côte d'Ivoire

■ La «première centrale électrique solaire flottante d'Afrique» sera réalisée en Côte d'Ivoire, a annoncé le ministère ivoirien de l'Energie, qui compte augmenter la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique du pays.

Par Yanis F.

«**L**es installations se feront sur des plans d'eau, lagune ou mer, abondants en Côte d'Ivoire», a indiqué lundi le ministre ivoirien du Pétrole, de l'Energie et des Energies renouvelables, Thierry Tanoh, cité par les médias locaux.

Cette centrale sera financée à hauteur de 80 millions d'euros par un prêt de l'Agence française de développement (AFD), avec qui le gouvernement ivoirien a signé une «coopération renforcée dans le domaine de l'énergie durable» le 29 novembre.

La Côte d'Ivoire, leader dans le secteur de l'électricité en

Afrique de l'Ouest, veut faire passer les énergies renouvelables à 11% de son mix énergétique d'ici à 2020, puis à 16% en 2030.

Ce pays, cependant en retard dans les énergies renouvelables, a produit à peine un mégawatt d'énergie solaire en 2018.

La production d'électricité ivoirienne (2 000 MW) est assurée à hauteur de 75% par l'énergie thermique et le reste provient des barrages hydro-électriques.

Première puissance économique d'Afrique de l'Ouest francophone, la Côte d'Ivoire dispose actuellement d'un réseau de 5 000 km de lignes à haute tension et d'une puissance installée de 2 200 mégawatts.

Y. F.



Médias

Thomson Reuters va supprimer 3 200 emplois d'ici deux ans

Le groupe de médias américano-canadien Thomson Reuters a annoncé mardi la suppression d'ici deux ans de 3 200 emplois dans le cadre d'un plan de restructuration entraînant la fermeture de 30% de ses bureaux dans le monde.

Cette agence d'information financière et généraliste a expliqué, lors d'une conférence aux investisseurs à Toronto, que ces réductions de postes devaient toucher 12% de sa main-d'œuvre. L'objectif est de réduire la présence mondiale de l'agence pour opérer en 2020 dans seulement 133 villes.

«La majorité des employés (concernés) ont déjà été infor-

més de ces mesures», a indiqué à la presse un porte-parole de l'entreprise, David Crundwell.

Thomson Reuters vise parallèlement une croissance annuelle de 4,5% en 2020, contre 3,5% actuellement, avec une simplification de son offre commerciale et une augmentation de son nombre de clients.

L'entreprise, basée à Toronto, veut ramener ses dépenses de capital à hauteur de 7 à 8% de son chiffre d'affaires en 2020, contre 10% actuellement. «Thomson Reuters cherche continuellement à diriger ses opérations mondiales avec plus d'efficacité. Cette approche disciplinée comprend parfois des

changements dans le personnel, ou autres, afin d'ajuster nos ressources internes avec les besoins de nos clients dans un environnement concurrentiel», a relevé le porte-parole. Mi-novembre, l'agence de presse Reuters News - spécialisée dans l'information générale et qui représente 6% du chiffre d'affaires du groupe - avait confirmé une réorganisation de ses bureaux européens se traduisant par des suppressions de postes, notamment dans les services qui produisent en deux langues en Italie, en Allemagne et en France. Ces annonces interviennent en pleine transformation du groupe. Il vient de

céder au fonds d'investissement Blackstone sa division «Financial and Risk», qui comprend les terminaux financiers et les données de marché les alimentant, afin de se réorienter vers le conseil juridique et fiscal ainsi que l'information. Dans le cadre de cette transaction, Blackstone doit verser chaque année, et durant 30 ans, 325 millions de dollars à Reuters News, qui lui fournira en échange ses informations. Les marchés financiers saluaient ce plan de restructuration : le titre de Thomson Reuters gagnait 1,17%, à 50,40 dollars, vers 18h30 GMT aux bourses de Toronto et de New York. Reuters News est l'une des trois grandes

agences de presse mondiales, aux côtés de l'Agence France-Presse (AFP) et de l'Américaine Associated Press (AP). Ces médias alimentent en informations leurs clients - journaux, magazines, télévisions, radios - qui sont durement frappés par l'érosion du lectorat et la chute des revenus publicitaires.

Début octobre, l'AFP avait annoncé un projet de suppression nette de 125 postes sur cinq ans (5% des effectifs), dans le cadre d'un «plan de transformation» qui vise à ramener le résultat net de l'entreprise à l'équilibre en 2021.

O. N.

Indonésie

Expédition de l'armée en Papouasie après l'assassinat présumé de dizaines d'ouvriers

Un soldat a été tué en Papouasie, province de l'est de l'Indonésie, au cours d'une expédition en cours visant à enquêter sur l'assassinat présumé, attribué à des rebelles séparatistes, de plusieurs dizaines d'ouvriers d'un chantier, ont annoncé mardi les autorités. Si les informations publiées par les médias locaux se confirment, il s'agirait de l'incident le plus grave depuis des dizaines d'années dans des heurts entre des Indonésiens et la rébellion armée de Papouasie qui a une activité sporadique.

Selon les sources policières citées par les médias locaux, les ouvriers ont été tués par balle dimanche à Nduga, un district du centre de la province isolée de Papouasie. La police et l'armée ont été déployées dans cette région très difficile d'accès et sans réseau de télécommunica-

tions et ont été prises en embuscade par des rebelles séparatistes qui ont tué un soldat et en ont blessé un autre, ont rapporté les autorités. Les ouvriers ciblés par l'attaque présumée étaient employés par le groupe de construction Istaka Karya pour ériger des ponts et des routes dans la région, a indiqué mardi le ministre des travaux publics Budi Hadimuljono au cours

d'une conférence de presse. «Tous les travaux seront suspendus dans la région en attendant le résultat de l'enquête», a-t-il annoncé. «Certains médias parlent de 31 ouvriers tués et d'autre de 24, donc nous devons vraiment vérifier nous-mêmes», a déclaré le porte-parole de l'armée en Papouasie, Muhammad Aidi. Pendant le week-end, quelque 500 militants avaient été

arrêtés à travers l'Indonésie dans des opérations de police destinées à réprimer les manifestations du 1^{er} décembre, une date que beaucoup de Papous considèrent comme l'anniversaire de leur indépendance après la colonisation hollandaise. La Papouasie s'est déclarée indépendante à cette date en 1961, mais l'Indonésie a pris le contrôle par la force en 1963 de cette

région riche en ressources naturelles. Elle a officiellement annexé la Papouasie en 1969. De nombreux Papous, peuple ancestral de Papouasie occidentale, réclament l'indépendance, comme la Papouasie Nouvelle-Guinée, autre moitié de cette grande île qui l'a obtenue en 1975 après avoir été une colonie australienne.

K. L.

Gabon

Les employés du pétrole déposent un préavis de grève générale de trois jours

L'Organisation nationale des employés du pétrole (Onep) du Gabon a déposé, mardi à Libreville, un préavis de grève générale de trois jours dans le secteur pétrolier en protestation de l'intention de licenciement de six cadres par «Total Gabon», ont rapporté des médias locaux.

S'exprimant lors d'un point de presse, le

secrétaire général de l'Onep, Sylvain Mayabi Binet, cité par des médias, a fait savoir que le préavis de grève a été limité au 10 décembre courant à 23h59 heure locale.

Selon le syndicaliste Binet, «passé ce délai, et si aucune évolution satisfaisante n'est constatée, une grève de trois jours aura lieu le lendemain, soit le mardi 11 décembre

à partir de 6 heures au niveau de toutes les installations (sites et bases) ».

Ce préavis de grève découle de l'intention de Total Gabon de «licencier» six de ses cadres qui avait pris part à une grève, pourtant légale selon l'Onep, en juillet dernier.

R. D.

Kia Al Djazaïr

Le nouveau SUV Sorento dévoilé à Blida

Animée par Ali Zidane

Kia Al Djazaïr, filiale de Global Group, a dévoilé dimanche dernier le nouveau Sorento commercialisé sous les couleurs de Kia Al Djazaïr, assemblé dans l'usine Glovis de Batna.

Cet événement, qui a lieu dans la nouvelle succursale de Kia Al Djazaïr située à Blida, a été une occasion pour présenter le grand SUV de Kia qui n'est autre que le nouveau Sorento, ce dernier vient enrichir la gamme déjà bien étoffée de Kia Al Djazaïr.

Un des SUV emblématiques de la marque Kia, Le nouveau Kia Sorento, bien qu'imposant par ses dimensions, reste d'une élégance incontestable, avec un extérieur captivant et un intérieur épuré.

Le nouveau Sorento, animé par un moteur 2.2 CRDI développant 193Ch pour un couple de 441 Nm à 2750 tr/min, est proposé chez Kia Al Djazaïr en trois niveaux de finitions à savoir : le Sorento Cityline 4x2 BVM, Sensation 4x4 BVA et le GT Line 4x4 BVA, la transmission automatique quant à elle passe à 8 rapports et pour satisfaire encore plus nos clients, toutes ces finitions sont disponibles en 5 et 7 places.

Le nouveau Kia Sorento arrive doté pour les versions Sensation et GT Line d'options telles que la camera panoramique et différents modes de conduite (Eco, Confort, Sport et Smart), permettant à la motorisation de s'adapter aux envies du conducteur. Il

embarque un écran tactile 7 pouces avec système Bluetooth à reconnaissance vocale, commandes au volant, régulateur vitesse, ABS, ESP...

Le nouveau Kia Sorento s'affiche sous des lignes nettement plus musclées. Ses mensurations sont revues pour augmenter l'espace intérieur, qui justement, offre une ambiance plus agréable. Son coffre muni d'ouverture automatique en option gagne en volume et offre un vaste espace de chargement, dont le volume atteint les 605

litres lorsque la 3^e rangée est rabattue, et jusqu'à 1 662 litres lorsque les 2^e et 3^e rangées sont rabattues.

En somme, tous les arguments sont réunis pour perpétuer, au moins, le succès du Sorento qui est devenu une référence du segment en Algérie. L'ouverture des commandes du Sorento débutera au Salon AutoWest d'Oran, le 9 décembre 2018.



Accélérer le développement de la mobilité électrique en Chine

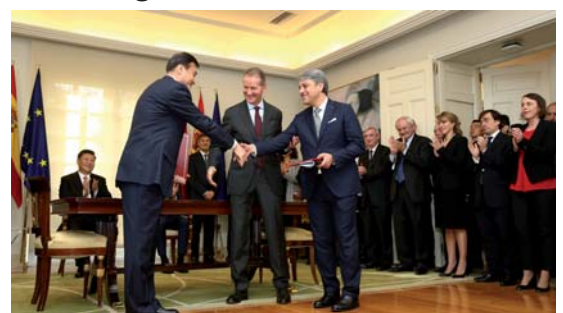
Volkswagen Group China, Jac et Seat signent un nouvel accord

Seat a signé aujourd'hui un protocole d'accord avec Volkswagen Group China et Anhui Jianghuai Automobile Group Corp, Ltd (Jac). L'accord a été signé par le président du Conseil d'administration de Volkswagen AG, le D^r Herbert Diess, le président de Jac, An Jin, et le président de Seat, Luca de Meo, en présence du président chinois Xi Jinping et du Premier ministre espagnol, Pedro Sánchez. La cérémonie s'est tenue au palais de Moncloa à Madrid, qui fait office de résidence officielle et de lieu de travail du Premier ministre espagnol.

Grâce à cet accord, toutes les parties mettront à profit leurs forces en matière de technologie et de produits pour développer une plate-forme de véhicules électriques qui sera produite par Jac Volkswagen. De plus, cette

dernière lancera la marque Seat en Chine d'ici à 2021, et les deux sociétés travailleront ensemble pour électrifier les produits Seat. En outre, la construction du centre de R&D Jac Volkswagen débutera à la fin de 2018. Celui-ci se concentrera sur des domaines clés tels que la connectivité, la conduite autonome et d'autres orientations stratégiques futures. Cet accord donne un nouvel élan à la collaboration entre Volkswagen Group China, Seat et Jac, qui vont travailler ensemble sur l'important marché de la mobilité électrique en Chine.

«La mobilité électrique ainsi que la numérisation, la connectivité et la conduite autonome représentent l'avenir de l'industrie de la mobilité, et la Chine s'est imposée comme l'un des principaux moteurs de cette transfor-



«Ce partenariat représente également les avantages d'une approche mondialisée de la mobilité durable».

Luca de Meo, président de Seat, a déclaré que «cet accord avec Volkswagen Group China et

Jac nous permet de faire progresser le développement stratégique pour introduire la marque Seat en Chine, et de franchir une nouvelle étape dans la stratégie de mondialisation de l'entreprise. La Chine est le premier marché en matière de véhicules électriques et Seat veut contribuer à renforcer cette technologie afin de répondre aux besoins des clients et favoriser une mobilité toujours plus durable».

Seat, Volkswagen Group China et Jac ont signé un accord, en juillet dernier à Berlin, en présence de la chancelière allemande Angela Merkel et du Premier ministre chinois Li Keqiang, en vertu duquel Seat fait désormais partie de la joint-venture, et est devenue la marque principale du Groupe Volkswagen dans ce projet. Depuis la création de la joint-venture en 2017, Seat apporte son savoir-faire dans les domaines du design et de la R&D.

Ce protocole d'accord stratégique permettra au Groupe Volkswagen de consolider sa position sur le marché chinois. Seat est appelée à jouer un rôle de premier plan dans la mise en œuvre des initiatives de l'accord. Les produits qui seront fabriqués sur la plate-forme de véhicules électriques alimentés par batterie, répondront aux besoins de mobilité électrique des clients chinois. Le centre de R&D, qui sera créé grâce à des efforts conjoints, vise à développer des technologies de connectivité et de conduite autonome spécialement adaptées au marché chinois.

Volkswagen Golf 8

Pas une révolution mais un haut de gamme



A l'automne 2019, Volkswagen lèvera le voile sur la huitième génération de Golf. Elle sera produite uniquement en berline 5 portes et en break (SW). Pas vraiment de révolution dans le style, l'évolution du style entre l'actuelle Golf 7 et la future Golf 8 s'apparente au jeu des sept erreurs. Dans les faits, c'est bien plus subtil.

Pour satisfaire les normes de chocs piétons et améliorer l'aé-

rodynamisme, la calandre est implantée plus bas et les entrées d'air sont élargies. Le contour des phares délaie une forme monolithique pour adopter des bords découpés autour de chaque bloc optique. Comme si l'on avait ôté le verre protecteur du phare.

Le dessin du bouclier étire les lignes à l'horizontal au maximum afin d'élargir visuellement l'auto et lui donner une bonne assise.

De profil, la Golf 8 gagne en dynamisme avec une ligne de pavillon légèrement abaissée et des flancs ornés d'une nervure s'achevant par un médaillon à la jonction entre l'aile avant et la portière. La poupe de la Golf 8 est, là encore, une évolution de celle du modèle actuel. Les blocs optiques sont plus travaillés. Ils adoptent une forme en «L», comme ceux du Tiguan 2 et sont mis en valeur par un léger décaissé. Autre nouveauté, le letrage «Golf» est désormais implanté au centre du volet de hayon, juste sous le logo Volkswagen. La Golf s'harmonise avec les autres modèles de la gamme, à l'image du T-Roc par exemple.

La nouvelle Golf 8 disposera de deux écrans numériques dans l'esprit de ceux de nouvelle Mercedes Classe A.

Cependant, l'écran tactile central n'aura pas sa partie basse alignée sur la dalle d'instrumentation qui est face au conducteur. De bonne dimension, l'afficheur central de la Golf 8 reprendra le principe de celui

qui équipe le nouveau Volkswagen Touareg.

En dessous, l'interface de climatisation est elle aussi tactile. Bien intégrée entre des rails horizontaux, elle offre une ergonomie logique et optimale.

Volkswagen abandonne le projet d'une Golf électrique pour pouvoir proposer une berline compacte 100% électrique spécifique en 2020.

Proche du concept-car vu au Mondial de Paris en 2016, l'ID proposera trois puissances de batterie. La Golf disposera de 1.0 TSI de 116 ch et du 1.5 TSI de 130 et 150 ch en essence sans oublier les versions GTI et R.

En diesel, on attend le 1.5 TDI et le 2.0 TDI. La principale nouveauté sera l'arrivée de l'hybridation légère faisant appel à un alterno-démarrateur 48V sur le 1.5 TSI (baisse de 0,3 l aux 100 km) et de 12V sur le 2.0 TDI. La Golf 8 proposera aussi une version GNV et Multifuel E85. L'hybride-rechargeable sera aussi de la partie avec une nouvelle chaîne de traction 1.5 TSI, l'ensemble développant environ 240 ch.



Proche-Orient

Opération israélienne à la frontière libanaise contre des tunnels du Hezbollah

■ Israël a annoncé avoir lancé mardi une opération pour détruire des tunnels souterrains du Hezbollah détectés de son côté de la frontière avec le Liban, au risque d'aviver les tensions avec ce mouvement soutenu par l'Iran.

Par Rima C.

L'opération baptisée «Bouclier du nord», annoncée de manière inattendue au lendemain d'un entretien surprise entre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et le secrétaire d'État américain Mike Pompeo à Bruxelles, est le dernier épisode en date de la confrontation avec le Hezbollah, l'une des bêtes noires de l'État hébreu, de part et d'autre de la frontière libano-israélienne. Malgré les travaux des engins de chantier israéliens, la situation est restée calme mardi dans un

secteur pourtant volatil, ont constaté les journalistes de l'AFP. Le Hezbollah n'a pas commenté l'opération israélienne. Mais son organe d'information militaire a publié des photos et une vidéo de plus de cinq minutes montrant des mouvements de soldats israéliens de l'autre côté de la frontière, au niveau de Kfar Kila. C'est d'une des maisons de ce village libanais que partait l'un des tunnels, selon Israël. «Quiconque cherche à s'en prendre à la sécurité d'Israël le paiera cher», a prévenu M. Netanyahu dans un communiqué. Plus tard dans la soirée, le Premier ministre a dénoncé dans

une intervention au journal télévisé israélien la main de l'Iran dans la construction des tunnels souterrains du Hezbollah. Les tunnels à la frontière entre Israël et le Liban «font partie du réseau de terrorisme et d'agression régional et mondial dirigé par l'Iran», a-t-il dit. «Nous agissons avec détermination pour empêcher l'enracinement de l'Iran en Syrie (...) nous agissons aussi contre les agissements terroristes de l'Iran au Liban», a-t-il ajouté. Le chef du gouvernement israélien a par ailleurs indiqué qu'il s'entretiendrait du sujet «dans les jours qui viennent avec des responsables mondiaux, y compris avec le Secrétaire général de l'ONU». Il a ajouté qu'il avait demandé à la représentation israélienne à l'ONU «d'exiger une réunion urgente du conseil de sécurité pour discuter de l'agression du Hezbollah». La Maison-Blanche a dit mardi soutenir «avec force» l'entreprise israélienne, et appelé le Hezbollah à s'abstenir de «toute escalade». Selon un porte-parole de l'armée, le lieutenant-colonel Jonathan Conricus, le tunnel partant de Kfar Kila faisait deux mètres de haut sur deux mètres de large, courait sur 200 mètres, dont 40 en Israël, à environ 25 mètres sous le sol. Il n'a pas spécifié le nombre exact des souterrains, ni indiqué comment ni quand les tunnels avaient été



Ph. > D. R.

découverts. Les tunnels, alimentés en électricité, approvisionnés en oxygène et dotés de lignes de communication, devaient servir aux combattants d'élite du Hezbollah à surprendre Israël et à tenter d'enlever des soldats ou à prendre des civils en otages, selon M. Conricus. «Bouclier du nord» se déroule seulement du côté israélien, a-t-il précisé. L'armée a établi une zone militaire fermée dans le secteur concerné, proche de la ville israélienne de Metula, mais aucune consigne spécifique n'a été délivrée aux civils israéliens, a-t-il ajouté. La Force de l'ONU au Liban (Finul) a annoncé avoir augmenté ses patrouilles à la frontière. La dernière grande confrontation en date remonte à 2006 quand 33 jours de guerre avaient fait 1 200 morts côté libanais, et 160 côté israélien, sans neutraliser le Hezbollah, visé par

une vaste offensive après l'enlèvement de deux soldats israéliens. Israël et le Liban demeurent techniquement en état de guerre mais la frontière est restée relativement calme ces dernières années. L'animosité persistante s'est surtout manifestée en Syrie, où le Hezbollah, comme l'Iran, s'est allié au régime de Bachar al-Assad. Israël a frappé à de multiples reprises des convois d'armes destinés au Hezbollah ainsi que des intérêts iraniens. Le 17 septembre, lors d'une de ces opérations israéliennes, des batteries syriennes ont abattu par erreur un avion russe, provoquant la mort des 15 soldats russes à bord et remettant en cause la liberté d'action revendiquée par Israël en Syrie. Depuis, M. Netanyahu a davantage mis l'accent sur les agissements iraniens au Liban en soutien du Hezbollah. R. C.



Points chauds

Pique

Par Fouzia Mahmoudi

Loin semble être aujourd'hui le temps où Emmanuel Macron et Donald Trump partageaient une relation qui semblait alors privilégiée. Lors de sa visite d'État à la Maison-Blanche en avril dernier, les deux présidents qui semblaient s'être pris d'une vive amitié l'un pour l'autre, en sont aujourd'hui à se lancer des piques par discours interposés ou sur les réseaux sociaux. Quelques heures après les annonces d'Édouard Philippe mardi concernant les revendications des «gilets jaunes», Donald Trump n'a pu s'empêcher de tweeter pour commenter la situation en France. Et le président américain s'est fait plaisir en ironisant sur les concessions faites par Emmanuel Macron. Trois jours après la petite pique adressée à Donald Trump par Emmanuel Macron via Twitter à l'occasion du décès de George Bush père («C'était un grand dirigeant et un soutien sans faille de l'alliance avec l'Europe»), a notamment écrit le président français, faisant allusion aux tensions entre les USA et l'Union européenne, le président américain a répliqué mardi. Quelques heures après les annonces du Premier ministre Édouard Philippe, le pensionnaire de la Maison-Blanche a ironisé sur les décisions prises par Emmanuel Macron et le gouvernement (moratoire sur la hausse de la taxe carbone et gel des tarifs du gaz et de l'électricité, notamment). Moquant les concessions faites par Emmanuel Macron aux «gilets jaunes» sur les taxes sur les carburants, Donald Trump, en froid avec le président français depuis quelques semaines, ne s'est pas privé d'ironiser : «Je suis heureux que mon ami Emmanuel Macron et les manifestants à Paris soient tombés d'accord sur la conclusion à laquelle j'avais abouti il y a deux ans, a tweeté le président américain. L'accord de Paris est fondamentalement mauvais car il provoque une hausse des prix de l'énergie pour les pays responsables, tout en donnant un blanc-seing à certains des pires pollueurs au monde». Et Donald Trump de développer : «Je veux de l'air propre et de l'eau propre et j'ai fait des avancées importantes pour améliorer l'environnement en Amérique. Mais les contribuables américains – et les travailleurs américains – ne devraient pas payer pour nettoyer la pollution des autres pays». Remettant régulièrement en cause le réchauffement climatique, le président des États-Unis avait retiré les USA de l'accord de Paris, «une erreur» selon Macron, quelques mois après son arrivée à la Maison-Blanche. Cet accord, signé fin 2015 à Paris par une majorité de pays occidentaux, vise à limiter la hausse de la température moyenne mondiale. Avec ces tweets moqueurs, Trump fait d'une pierre deux coups : non seulement il ironise sur la situation et les décisions d'Emmanuel Macron, mais en plus il affiche son mépris pour la 24^e Conférence sur le climat qui se tient depuis dimanche dernier en Pologne et qui réunit environ 200 pays. Et si Donald Trump, comme souvent, semble porter un coup bas à son homologue français, force est de constater que vu la situation actuelle en France il n'est pas très difficile ces jours-ci de trouver matière à attaquer Macron alors qu'il est incapable depuis un mois d'étouffer la contestation qui gronde partout en France et qui chaque semaine se fait un peu plus féroce et violente. F. M.

Pourparlers de paix yéménites Les belligérants se rendent en Suède

Une délégation gouvernementale yéménite est attendue hier en Suède où elle doit participer, sous l'égide de l'ONU, à des pourparlers cruciaux visant à mettre fin au conflit meurtrier qui oppose le pouvoir, soutenu par l'Arabie saoudite, à des rebelles appuyés par l'Iran. Alors que la délégation rebelle est déjà arrivée en Suède, l'ONU n'a pas officiellement annoncé la date du début des négociations, les premières de ce genre depuis 2016. La guerre dure depuis 2014 au Yémen, où la famine menace une partie de la population. La délégation gouvernementale a attendu que les représentants rebelles arrivent mardi soir à Stockholm pour décoller hier matin de Riyad, ont indiqué deux sources proches du pouvoir. Elles ont rappelé qu'en septembre une délégation gouvernementale s'était rendue à Genève pour des consultations, mais que les Houthis n'étaient pas venus. La délégation gouvernementale yéménite, forte de 12 membres, est cette fois conduite par le ministre des Affaires étrangères Khaled al-Yemani, a précisé une source proche de cette

délégation. Elle est «porteuse des espoirs du peuple yéménite», a dit Abdallah Alimi, chef du cabinet du président Abd Rabbo Mansour Hadi qui s'est réfugié en Arabie saoudite après la conquête en 2014 de la capitale yéménite Sanaa par les rebelles Houthis. La délégation gouvernementale déploiera tous les efforts «pour la réussite des consultations [en Suède] que nous considérons comme une occasion réelle pour rétablir la paix», a souligné M. Alimi dans un tweet. La délégation rebelle était arrivée mardi soir à bord d'un avion spécial koweïtien transportant également le médiateur des Nations unies, le Britannique Martin Griffiths, qui était depuis lundi à Sanaa. «Nous sommes confiants dans le fait que les deux parties se rencontreront cette semaine en Suède», a déclaré de New York le porte-parole de l'ONU, Farhan Haq. «Nous n'avons aucune illusion et savons que ce processus ne sera pas facile, mais nous salvons ce premier pas vital et nécessaire», a commenté mardi le département d'État américain, appelant les belligérants à y participer

«pleinement et sincèrement», tout en «cessant toutes les hostilités en cours». Les Houthis «n'épargneront aucun effort pour faire réussir les pourparlers», a quant à lui assuré Mohammed Abdelsalam, qui dirige la délégation des rebelles. L'une des initiatives ayant favorisé ces prochaines discussions est la signature par le gouvernement du président Hadi, en exil à Aden (sud du Yémen), et les rebelles d'un accord en vue d'échanger des centaines de prisonniers. Hadi Haig, chargé de la question des détenus au gouvernement, a déclaré à l'AFP que cet accord concernerait entre 1 500 et 2 000 partisans du gouvernement et entre 1 000 et 1 500 rebelles. Il sera mis en œuvre après les négociations en Suède. Un représentant des rebelles, Abdel Kader al-Mouradha, a souhaité qu'il soit «appliqué sans problème». La Croix-Rouge internationale a annoncé qu'elle participerait à l'application de l'accord conclu sous l'égide de M. Griffiths, qui a multiplié les efforts pour convaincre les protagonistes de participer aux pourparlers en Suède.



L'évènement attire un public nombreux

Le spectacle de rue «El Herraz» donné à Alger

■ Le spectacle de rue «El Herraz» a été présenté, mardi à Alger, dans le cadre des Journées du théâtre régional d'Oran (Tro) Abdelkader-Alloula, devant un public de badauds, rassemblés en nombre pour «découvrir» ce registre du quatrième art qui demeure encore peu connu.



Par Abla Selles

Plus d'une centaine de curieux rassemblés en forme de cercle (halqa), laissant le centre de la place Emir

Abdelkader, de la rue Larbi Ben M'Hidi, aux six comédiens, qui ont mené, 25 mn durant, la trame d'«El Herraz», montée en 2018 avec le théâtre régional d'Oran et mise en scène par Leïla Touchi. C'est dans le cadre des Journées

du théâtre d'Oran à Alger que ce spectacle, peu connu par le public, a été donné.

«El Herraz», une belle poésie en prose qui raconte l'histoire d'un amour en péril, car la bien-aimée a été kidnappée par El

Herraz et séquestrée dans sa forteresse, qui finira, pourtant, par céder devant la résilience de l'amant après plusieurs tentatives.

Tout de noir vêtus, Zahia Ait Aissa, Brahim El Khalil Doha, Mohamed Belkaroui, Abdelkrim Farès, Amine Malah et Zineddine Smaïn, bendir à la main pour seul accessoire, ont commencé par «poser le spectacle», déclarant, tout en mouvement, le «texte de mise en situation», dans une série de déplacements exécutés dans tous les sens et qui devaient permettre aux comédiens de «bien s'imprégner de l'espace», de le délimiter et de «fixer leurs personnages respectifs».

Une scène d'exposition d'un spectacle qui n'avait pas fait l'unanimité au départ, car pour le jeune public «on ne peut se prendre au sérieux quand on est dans la rue», a confié un des adolescents présents, avant de voir l'ensemble du public «absorbé» par la densité du verbe, la qualité du jeu et la beauté des dialogues, rendus en chansons par moments.

Dans des personnages polyvalents et des rôles de «Gouwals», les comédiens se succédaient au centre de leur espace de jeu, réussissant à capter l'attention des specta-

teurs, au fur et à mesure du déroulement du spectacle qui a fini par sortir le public de son incertitude et son état passif et le ramener à adhérer à la représentation en se l'appropriant. «Notre public est hétérogène et surtout pas averti, (...), le tout est de pouvoir le ramener à rompre avec le quotidien, en lui offrant un moment d'évasion, le temps d'une courte prestation», a expliqué la metteuse en scène avant de partir avec son équipe de comédiens à la place de la Grande poste pour reproduire le même spectacle devant un public encore plus nombreux.

Les spectateurs, applaudissant longuement les comédiens, ont «redécouvert l'œuvre d'El Herraz dans un autre support artistique», a estimé une bonne partie du public, saluant une «expérience innovante», peu exploitée, qu'il «convient de multiplier». **A.S./APS**

AGEND'ART

Musée national des beaux-arts (El-Hamma, Alger)
Jusqu'au 16 janvier 2019 : Exposition «Fares Boukhatem ou l'art d'un insoumis», rétrospective des œuvres du plasticien Fares Boukhatem, un des pionniers de la peinture algérienne.

Institut culturel italien d'Alger

Jusqu'au 15 décembre : Dans le cadre de la «Journée du contemporain», célébrée à chaque fin d'année, l'Institut culturel italien d'Alger organise une exposition dédiée à l'artiste peintre romain Claudio Burei.

Les Ateliers Sauvages (38, rue Didouche-Mourad, Alger)

Jusqu'au 15 décembre : Dans le cadre de la 14^e édition de la Journée de l'art contemporain italien, les Ateliers Sauvages, en collaboration avec l'ambassade d'Italie et l'Institut culturel italien d'Alger, organisent une exposition de Claudio Burei intitulée «RDP» (Rien de personnel).

Galerie d'art «Couleurs et Patrimoine» (El-Biar)

Jusqu'au 15 décembre : Etienne Dinet est à l'honneur lors d'une exposition en présence d'une belle brochette d'artistes du domaine Hôtel Ibis d'Oran

Prévu pour le 7, 8 et 9

décembre :

C'est à l'initiative de l'Institut Cervantès d'Oran que la troupe «Tuna de Madrid» aura l'occasion de faire découvrir ses talents au public de la ville Opéra d'Alger Boualem Bessaih

20 décembre :

La culture iranienne sera à l'honneur à Alger à l'occasion d'un concert de l'ensemble «Tarab» composé d'un panel de musiciens iraniens mais aussi issus de la diaspora iranienne en Europe.

Festival international du cinéma d'Alger

«I am not your negro» de Raoul Peck projeté

«I am not your negro» de Raoul Peck, un documentaire sur les luttes des Afro-Américains contre le racisme anti-noir, a été projeté, mardi à Alger, dans le cadre du neuvième Festival international du cinéma d'Alger (Fica).

En compétition du festival, «I am not your negro» (Je ne suis pas votre nègre) est une coproduction (France-Belgique-Suisse) qui revisite les luttes pour les droits civiques des Afro-Américains, menées par des militants défenseurs des droits des Noirs, à l'image de Martin

Luther King, Malcolm et Medgar Evers, tous assassinés pour avoir défendu la communauté noire.

Sorti en 2017, le documentaire de 93 minutes porte une réflexion sur la société américaine des années 1930-1940, période à laquelle les Etats-Unis étaient secoués par les conflits raciaux et les hostilités envers les Noirs.

Basé sur une correspondance de l'écrivain et militant contre le racisme anti-Noirs, James Bladwin, le documentaire montre des images et extraits de dis-

cours de Martin Luther King ainsi que des interventions de Bladwin à la télévision et à l'université.

A travers ce long métrage, Raoul Peck restitue une période «affreuse» de l'histoire des Etats-Unis, entachée par son traitement injuste envers les Noirs.

«I am not your negro» décrypte également le racisme anti-Noirs, véhiculé notamment par le cinéma hollywoodien des années 1930-1940, tout en s'attardant sur les démonstrations pacifiques pour déconstruire le stéréotype de «Noirs dociles».

Les inégalités sociales, traduites par l'exclusion des enfants noirs de l'école, ont été évoquées par le réalisateur, qui considère que l'homme blanc tire sa haine de l'image d'effroi qu'il se fait du Noir.

Bien que ce soit un «vieux» sujet de cinéma traité à maintes reprises, le racisme tel qu'abordé par Raoul Peck porte un nouveau regard sur les rapports entre les Noirs et les Blancs, contraints à coexister malgré le complexe racial qui resurgit de temps à autre.

L. B.

Rencontre artistique «Voix de femmes» à Béchar

Six groupes de chant féminins et des poétesses au rendez-vous

La première édition de la rencontre artistique «Voix de femmes» sera animée du 9 au 12 du mois en cours avec la participation de six groupes de musique et chant féminins, des poétesses et une artiste française, a-t-on appris auprès de la présidente de l'association «Kounouz» du patrimoine culturel à Béchar. «Pour cette première édition, six groupes de musique et de chant féminins issus des wilaya de Béchar, Tindouf, Adrar, El-Bayadh ainsi que l'artiste française Angela Motzko, prendront part à cette rencontre, qui s'inscrit au titre d'un concours à la préservation et la promotion du patrimoine culturel de la région du sud-ouest du pays», a précisé à la presse M^{me} Fadila Aoufi.

La programmation des représentations de ces femmes-artistes, qui auront lieu à la maison de la culture «Kadi-Mohamed», vise à faire honneur aux voix féminines, notamment aux groupes «Azawane» de musique et chant Hassani (région de Tindouf), de chants religieux «Hadra» de Béni Ounif et «Zafanates» de Taghit (wilaya de Béchar), des chants et danse «Houbi» de l'association féminine «Oued Guir» d'Abadla (Béchar) et de genre musical et poétique «Goul» de la région de Laid Sidi Cheikh (wilaya d'El-Bayadh), et la troupe «Ahelli» au féminin de Timimoune (Adrar), précise M^{me} Aoufi dont l'association «Kounouz» active dans le domaine de la préservation et pérennisation du patrimoine

matériel et immatériel de la wilaya de Béchar.

La clôture de ces représentations sera ponctuée par un Master-Class des artistes-femmes participantes qui entonneront l'une des plus célèbres chansons algériennes relevant du patrimoine culturel du pays, selon la présidente de «Kounouz».

Des récitals de poésie féminine dans tous les genres poétiques sont également prévus au programme de cette rencontre qui s'inscrit aussi au titre de la célébration du 58^e anniversaire des manifestations populaires du 11 décembre 1960, qui commémore une phase importante de la lutte du peuple algérien pour son indépendance.

F. H.



Coup-franc direct

Débats stériles !

Par Mahfoud M.

Le président d'un club de Ligue 1 continue à lâcher ses «diatribes» à l'encontre des responsables de la balle ronde nationale et même de ses collègues et autres acteurs du football national juste parce qu'ils n'épousent pas sa manière de voir les choses et sa culture faite d'«insultes» et de «railleries». Certes, il est en droit de défendre à fond les intérêts suprêmes de son club et chercher à se positionner, mais doit-il pour autant continuer à faire dans l'invective et tirer sur tout ce qui bouge juste pour montrer qu'on doit suivre «ses conseils». Il doit pourtant savoir que le football national fonctionne avec certaines lois et règles qu'il faut respecter et qu'on ne peut pas lui confier un championnat à la carte avec une programmation qui l'arrange et surtout des décisions favorables à sa personne. Les voies de recours sont là pour lui permettre de défendre son club et demander à revoir certaines décisions qu'il n'accepterait pas en toute transparence, mais il doit savoir que tout se fait dans la légalité, car il ne sert à rien d'ameuter la foule juste parce qu'il considère que certaines choses ne fonctionnent pas comme il l'aurait souhaité. Tous les autres dirigeants de club doivent fixer des limites à leurs interventions, les faire dans les règles et sans toucher à l'intégrité de certaines personnes.

M. M.

JS Kabylie

Boukhanouchouche jouera au MOB à titre de prêt

LE MILIEU de terrain offensif de la JS Kabylie, Salim Boukhanouchouche, s'est engagé mardi à titre de prêt pour six mois avec le MO Béjaïa, a annoncé l'actuel 9^e au classement de la Ligue 1 Mobilis de football sur sa page facebook. Boukhanouchouche (27 ans) ne compte que six apparitions, dont quatre titularisations, sous le maillot des «Canaris» lors de la première partie de la saison. Considéré comme un titulaire à part entière lors du précédent exercice, le natif de Merouana (Batna) a été relégué sur le banc des remplaçants par l'entraîneur

français de la JSK, Franck Dumas. Le joueur, qui compte 3 sélections avec l'équipe nationale sous la houlette de l'ancien sélectionneur Rabah Madjer, était convoité en septembre dernier par la formation émiratienne d'Al-Fujairah avant que la direction kabyle ne décide de le garder dans l'effectif, mais sans pour autant parvenir à s'imposer dans le groupe. Le MOB, dirigé sur le banc par Kheireddine Madoui, a terminé la phase aller à la 9^e place au classement avec 18 points, à trois longueurs du premier reléguable l'USM Bel-Abbès.

Mustapha Berraf

«Pour transférer le siège de l'ACNOA en Algérie il faut l'accord des deux tiers»

L'ALGÉRIEN Mustapha Berraf, fraîchement intronisé à la tête de l'Association des comités nationaux olympiques d'Afrique (ACNOA), a assuré, mardi à Alger, qu'il ne songeait pas à transférer en Algérie le siège de cette instance qui se trouve au Nigeria. «Pour pouvoir transférer les quartiers de l'ACNOA en Algérie, il faudra l'accord d'au moins les deux tiers des membres de l'assemblée générale», a expliqué Berraf en confé-

rence de presse au Musée olympique, ajoutant que même s'il en avait la possibilité, il ne procéderait pas à cette délocalisation. «La Nigeria est une grande nation de sport. C'est donc une joie pour nous que le siège de l'ACNOA se trouve là-bas», a poursuivi Berraf qui a pris les rênes de l'instance africaine pour les deux années restantes du mandat olympique 2017-2020, après l'éviction de l'Ivoirien Lassana Palenfo.

Handball/ CAN-2018 dames (Gr. A - 3^e) L'EN et la Tunisie font match nul

LA SÉLECTION algérienne féminine de handball et son homologue tunisienne ont fait match nul 24 à 24 (mi-temps : 12-14), en match comptant pour la 3^e journée du groupe A de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2018), disputé mardi à Brazzaville (Congo). Le premier match du groupe A, disputé un peu plus tôt, a enregistré la victoire du Cameroun devant la Côte d'Ivoire sur le score de 34 à

25. Après trois journées de compétition les Algériennes affichent un bilan d'une victoire devant la Côte d'Ivoire (27-25), une défaite face au Cameroun (18-32) et un match nul face à la Tunisie (24-24). Le Sept national jouera son dernier match du premier tour face au Sénégal (jeudi). Dans la poule B, l'Angola (tenante) a largement dominé le Maroc (50-14).

Equipe nationale Aulas ne veut pas influencer Aouar

■ Le président de l'Olympique de Lyon, Jean Michel Aulas, est sorti de son mutisme pour aborder la question de l'engagement de son poulain, Hossam Aouar, par la sélection qui souhaite l'avoir dans ses rangs.

Par Mahfoud M.

Ainsi et après avoir pris connaissance de l'intérêt de la sélection nationale algérienne de l'enrôler prochainement, après les récentes déclarations du sélectionneur des Verts, Djamel Belmadi, qui avait souhaité l'avoir dans son groupe, Aulas a avoué que le plus important est que le joueur soit heureux. «Qu'il joue pour la France ou l'Algérie cela m'importe peu et le plus important pour moi est que le joueur soit dans sa peau», a souligné le boss de la formation lyonnaise qui ne semble pas vouloir influencer le joueur comme ce fut le cas précédemment avec son attaquant Nabil Fekir qui en fin de compte a opté pour les Bleus alors que la FAF l'avait officiellement sollicité du temps de l'ancien président de la Fédération Raouraoua qui avait tout fait pour l'attirer dans ses filets. Aulas pense que le plus important pour lui est qu'Aouar



Aouar serait libre de choisir entre la France et l'Algérie

puisse continuer sa progression et évoluer dans les meilleures conditions possibles pour faire avancer l'équipe. Le premier responsable de l'OL ne veut pas entrer dans une polémique et veut rester en dehors de tout ce qui concerne son avenir international, même si au fond il aurait souhaité qu'il soit convoqué par Deschamps, le sélectionneur des Bleus, pour augmenter sa valeur marchande et le transférer comme il le souhaite dans un des grands clubs européens qui veulent l'avoir dans leurs rangs, à l'image de Manchester City,

Liverpool et Chelsea et qui se seraient renseignés sur lui. Toutefois, il apparaît clairement que la mission de faire venir Aouar en EN algérienne ne sera pas facile avec les avantages qu'il pourrait obtenir au cas où il opérerait pour les Bleus. D'ailleurs, la majorité des binationaux attendent plutôt une convocation de l'Equipe de France et ne se dirigent vers leurs pays d'origine que si leurs chances de porter le maillot français s'amenuisent.

M. M.

Coupe de la Confédération (Tour préliminaire - retour)

Le NAHD passe pour les 1/16^{es}

Le NA Hussein-Dey s'est qualifié pour les seizièmes de finale de la Coupe de la Confédération de football, après son nul (1-1), mi-temps (0-0) devant les Diables noirs du Congo, en match retour du tour préliminaire disputé mardi à Brazzaville. Les buts de la rencontre ont été inscrits par Kader

Bidimbou (75') pour les Diables noirs et Mahdi Ouertani (90') pour le NAHD. Les Sang et Or ont terminé la partie à 9 après l'exclusion de Gacemi et Rayah. Au match aller, disputé le 27 novembre dernier au stade 5-Juillet, le NAHD s'était imposé sur le score de 2 à 0 grâce à des réalisations de Gacemi et

Mouaki. Le second représentant algérien dans cette compétition, l'USM Bel-Abbès, affrontera mercredi à Monrovia les Libériens de LISCR. Au match aller joué le 27 novembre à Bel-Abbès, le représentant algérien a largement disposé de son adversaire sur le score de (4-0).

Coupe arabe des clubs champions (1/8^{es} de finale/retour)

L'ESS sort de la compétition

LES Sétif a été éliminée de la Coupe arabe des clubs champions de football en faisant match nul (1-1), mi-temps (1-0), devant les Saoudiens d'Al-Ahly, en match retour des 1/8^{es} de finale de la compétition disputé mardi à Djeddah. Menant par (1-0), grâce à Hamza Banouh (17'), les Sétifiens n'ont pu résister au retour des Saoudiens qui ont nivelé la marque à la 51^e minute par Said El-Moueled. Battue à Sétif lors du match aller (1-0),

l'ESS quitte la compétition, laissant son adversaire du jour rejoindre les cinq clubs ayant déjà décroché leur qualification pour les quarts de finale, à savoir: MC Alger (Algérie), Union d'Alexandrie (Egypte), Al-Hilal (Arabie saoudite), Al-Wasl SC (Emirats arabes unis) et ES Sahel (Tunisie). Le troisième représentant algérien dans cette épreuve lucrative, l'USM Alger, battu lourdement lors du match aller à Omdurman par les

Soudanais d'Al-Merrikh (4-1), jouera la manche retour lundi prochain au stade 5-Juillet (Alger). Le dernier match de ces 1/8^{es} de finale opposera le mardi 11 décembre le Raja de Casablanca (Maroc) au Al-Ismaïly (Egypte). La finale de la compétition se déroulera en avril prochain à Al-Aïn (Emirats arabes unis) et le vainqueur empochera une prime conséquente de 6 millions de dollars.

Cyclisme

Course régionale à Boutlélis

Une course régionale cycliste toutes catégories aura lieu vendredi dans la commune de Boutlélis (Oran), a-t-on appris mardi auprès de la ligue oranaise de cyclisme. Cette manifestation sportive, organisée par la ligue oranaise de cyclisme en

collaboration avec la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya, verra la participation de plus de 100 coureurs représentant les ligues de Sidi Bel-Abbès, Aïn Témouchent, Mostaganem, Mascara et Oran dans les catégories minimes,

cadets, juniors et seniors. Cette course régionale se déroulera sur un circuit fermé de 5 kilomètres que les minimes devront boucler en 5 fois, les cadets (6 fois), les juniors 13 fois et les seniors (15 tours).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Festival national universitaire

Djennat Bennacer remporte le prix d'or «Cirta Show»

LE PRIX d'or de la troisième édition du Festival national universitaire «Cirta show» a été attribué à l'étudiante Djennat Bennacer de la Direction des œuvres universitaires Constantine-Ain El Bey. Le prix d'argent est revenu à Dhaoui Behloul de la Direction des œuvres universitaires Constantine-Ain El Bey, alors que Amel-Ouahiba Kerfa de la Direction des œuvres universitaires de Batna a remporté le prix de bronze. Le prix du public a été discerné à Chadia Laib et à Anissa Laâdassi de la Direction des œuvres universitaires Constantine Ain El Bey, tandis que Sid-Ahmed Yahiaoui de la Direction des œuvres universitaires de Sidi Bel-Abbès a remporté le prix du jury, lors de la cérémonie de clôture tenue à la faculté des arts et de culture de l'Université Salah-Bounnider (Constantine3). Ces prix ont été attribués mardi soir à l'issue de quatre jours de compétition, où près d'une quarantaine de participants venus des différentes universités algériennes se sont succédé sur les planches du théâtre de la faculté des arts et de la culture de l'université Salah-Bounnider pour faire étalage de leurs talents d'humoriste. Ouverte samedi dernier sous sa nouvelle

appellation de Festival national universitaire, la troisième édition de Cirta Show a été organisée par l'Office national des œuvres universitaires. Tous les spectacles présentés cette année ont abordé, sur un ton humoristique et décalé, les droits et les devoirs liés à la notion de «citoyenneté», thème retenu pour cette édition. La cérémonie de clôture s'est ouverte en beauté avec le spectacle «Sois toi-même la patrie» (Koun anta et watan) de la troupe de ballet de la résidence universitaire Constantine-Ain El Bey. Superbement mis en scène par Ramzi Defous, ce spectacle a conjugué, d'une main de maître, chants et mouvements chorégraphiques, sous un tonnerre d'applaudissements. Le public a par la suite pu apprécier un spectacle de musique, de poésie et de mime intitulé «Mosaïque», signé Toufik Mezâache et interprété par des étudiants des résidences universitaires de Constantine. Dédiée au comédien Bachir Benmohamed, affectueusement appelé «ammi Bachir» la 3^e édition de «Cirta Show» a, parallèlement à la compétition officielle, donné lieu des ateliers de dessin, de poésie, d'écriture scénique et de comédie. **Samah Y.**

Démantèlement d'un réseau international de trafic

Saisie de 21 véhicules à Alger

LES ÉLÉMENTS de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Rouiba (Alger) ont procédé au démantèlement d'un réseau international, spécialisé dans le trafic de véhicules de différentes marques et à la saisie de 21 véhicules, indique hier un communiqué de la cellule de communication relevant du groupement territorial de la Gendarmerie nationale de la wilaya Alger. «Agissant sur informations obtenues par la section territoriale de la Gendarmerie nationale de Rouiba faisant état de l'existence d'un réseau organisé, spécialisé dans la falsification des numéros de châssis de véhicules de différentes marques, sévissant sur l'axe reliant Alger à plusieurs

wilayas voisines, les mêmes services ont procédé à la filature de ce réseau, tout en installant des points de contrôle et de surveillance au niveau des grands axes et des routes principales et secondaires, ce qui a permis la saisie de 21 véhicules de différentes marques». L'enquête et l'expertise de l'Institut national de criminalistique et de criminologie de Bouchaoui ont démontré que ce réseau falsifiait les numéros de châssis des véhicules avant leur mise en vente. Après finalisation de la procédure légale, les mis en cause seront présentés devant les autorités compétentes, conclut le communiqué. **Khellil Y./APS**

Italie

Vaste coup de filet contre la mafia calabraise

QUELQUE 90 personnes appartenant à la «Ndrangheta», la mafia calabraise, ont été arrêtées hier lors d'un vaste coup de filet international dans plusieurs pays d'Europe et d'Amérique latine, annonce la police italienne. Les personnes arrêtées sont soupçonnées «de graves délits, parmi lesquels association de malfaiteurs en vue d'un trafic international de stupéfiants, association mafieuse

ou recyclage», précise la police italienne dans un communiqué. Considérées comme des membres importants de la criminalité organisée calabraise, et ses ramifications en Europe et en Amérique latine, elles opéraient principalement dans la région de Reggio de Calabre (sud de l'Italie), selon la police. L'opération a été coordonnée par la Direction nationale antimafia et antiterrorisme ita-

lienne avec le concours des forces de police et de justice allemande, belge et néerlandaise. La «Ndrangheta» – qui tient son nom du grec ancien «courage» – passe généralement pour avoir dépassé les mafias sicilienne et napolitaine grâce au trafic de cocaïne d'Amérique latine. Basée sur une structure très familiale, elle est surtout implantée en Calabre mais elle est également devenue

influente dans le nord de la péninsule et dans d'autres régions du monde. Les carabinieri italiens ont porté un coup sévère mardi à la mafia sicilienne en procédant à l'arrestation de dizaines de membres de l'organisation dont Settimo Mineo, considéré comme le nouveau chef de Cosa Nostra et successeur désigné du célèbre parrain Toto Riina, décédé l'an passé en prison. **R. I.**

Le pouvoir d'achat des Algériens laminé par l'inflation



Loumis

Djalou@hotmail.com

Kherrata / Béjaïa

Les voleurs dans les mosquées ne séviront plus

■ Les auteurs de vols dans les mosquées de la commune de Kherrata (Est de la wilaya de Béjaïa) ne séviront plus. Ils ont été appréhendés par les agents de la police judiciaire de la sûreté de daïra. Selon la cellule de communication de la sûreté de wilaya, «les malfaiteurs sont âgés entre 18 et 20 ans et natifs de la localité».

Par Hocine C.

Il s'agit, entre autres, de B.H. et H.I. âgés de 20 ans, M.L. alias Bezza. La police a agi suite à une plainte déposée par

la commission du culte de la mosquée Abou Bakr Esseddik de la localité, faisant état de vols dans deux mosquées dont celle précitée et la mosquée El-Fodhil El Ouartilani. «La première a fait

l'objet du vol d'une somme d'argent de la caisse de la zakat, alors que la seconde a enregistré une tentative de vol similaire de la part de deux individus», précise notre source. Les malfaiteurs ont été présentés devant les juridictions compétentes pour vol et tentative de vol et un dossier pénal a été établi à leur rencontre.

H. C.

Béjaïa

Arrestation d'un dealer

«Un individu a été arrêté par les agents de la brigade antistups de la sûreté de wilaya pour trafic de drogue au niveau d'un fast-food dans le centre-ville de Béjaïa. L'arrestation a eu lieu suite à une enquête sur l'individu et ses mouvements et la surveillance du lieu», précise la cellule de communication de la sûreté de wilaya. «Le dealer a été arrêté en flagrant délit de revente et de possession de barrettes de

drogue prêtes à être écoulées à des individus fréquentant habituellement la gargote et venant spécialement pour s'approvisionner en drogue», précise encore notre source. Le dealer a été inculpé pour trafic et détention de drogue et présenté devant le procureur de la République près le tribunal de Béjaïa qui l'a convoqué à une comparution immédiate. Il a été condamné à six mois de prison ferme. **H.C.**

Tizi Ouzou

Une personne tuée dans un accident de la route

UNE PERSONNE a trouvé la mort et deux autres ont été blessés, hier, dans un accident de la route survenu sur la route de Levdhahi, dans la commune d'Aït Aïssa Mimoune (15 km à l'est de Tizi Ouzou). Selon les indications fournies par la cellule de communication, à l'origine de l'accident un véhicule léger qui a percuté le mur d'une bâtisse, causant le décès d'un jeune de 28 ans et des blessures à deux autres occupants âgés de 25 et 27 ans. L'accident s'est produit peu avant 2h du matin.

H. M.